

Dans *Sauver l'information de l'emprise des milliardaires*, coécrit par le journaliste Vincent Edin et le multimillionnaire et ex-patron d'industrie Olivier Legrain, ce dernier appelle au sursaut face à « l'influence de l'extrême droite » sur l'information. Il raconte son combat pour soutenir des médias indépendants.

« Aucun milliardaire de gauche ne va venir sauver l'information »

Olivier Legrain, multimillionnaire et ex-patron d'industrie

Recueilli par Maud Guilbeault



Une affiche avec Vincent Bolloré et C8, CNEWS, Europe 1, sur laquelle est écrit «L'extrême droite vous parle», lors d'une manifestation à Paris le 22 mars 2025, dans le cadre de la journée internationale contre le racisme et le fascisme. MAGALI COHEN / Hans Lucas / AFP

Dans votre livre (1), vous dites que pour sauver l'information, il faut avoir conscience du péril qui la menace. De quel péril parle-t-on ?

Olivier Legrain : Je suis très inquiet de voir à quel point se renforce l'influence de l'extrême droite sur l'information par le biais de certains milliardaires. Elle en devient trop importante. Ce qu'on voit à l'œuvre depuis quelques années, c'est une guerre culturelle et idéologique menée par certains milliardaires propriétaires de médias. Ce qui pose problème, selon moi, c'est le déséquilibre manifeste, la prégnance d'idées réactionnaires par rapport au reste. Je m'indignerais de la même façon si la gauche exerçait une emprise similaire sur l'information, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Une brèche a été ouverte par Vincent Bolloré. Sa méthode ressemble à celle de l'entrepreneur américain Peter Thiel (le cofondateur de Paypal), qui poursuit comme lui un agenda idéologique au service duquel roulent ses entreprises. C'est exactement ce que fait Vincent Bolloré, sans vraiment s'en cacher, à travers CNews, Europe 1, Le Journal du Dimanche ou encore Fayard, dont les lignes éditoriales se sont largement déportées à droite depuis leur rachat. Et dans cette brèche s'engouffre désormais Pierre-Édouard Stérin, qui revendique sa proximité avec l'extrême droite et mène un projet politique,

Périclès, tout en continuant d'investir dans des médias. **À travers cette dérive, c'est le pluralisme qui est menacé, et donc notre démocratie. Là est le péril.**

Est-ce réaliste d'imaginer que les médias puissent se passer des milliardaires pour les financer ?

O. L. : Ma volonté est de sauver l'information de leur emprise, pas de les empêcher de posséder des médias. Ce sont des entreprises qui coûtent cher et ne rapportent pas d'argent, donc c'est assez logique que des personnes très fortunées y investissent. Ceux qui peuvent se le permettre le font donc dans une logique de marketing d'influence. Mais là où il avait une vocation capitaliste avec des enjeux réputationnels et un accès facilité aux sphères décisionnelles, on constate qu'il transitionne vers un objectif d'influence idéologique. C'est cette dynamique qu'il faut contenir.

Cela passe par une révision des règles concernant la concentration des médias. Nous avons besoin de garde-fous légaux, qui empêcheraient par exemple un milliardaire de posséder plus d'un média, donneraient un droit d'agrément aux journalistes sur la nomination de leur directeur de la rédaction...

Vous appelez à l'union pour que des progressistes aisés contribuent au financement de médias indépendants alternatifs. Avez-vous reçu des échos positifs ?

O. L. : Je crois qu'il existe des gens financièrement aisés qui portent des valeurs progressistes et qui sont en capacité d'apporter leur aide à ces alternatives informationnelles. Néanmoins je dois admettre me sentir très seul dans ce combat. Tous les acteurs que j'ai sollicités ont refusé de s'engager à mes côtés, par désintérêt et parce que ce n'est pas rentable. Car en plus de ne rien rapporter, investir dans les médias coûte très cher. Moi-même, bien que millionnaire, je ne suis absolument pas en mesure d'acheter un média. **Mais il est certain qu'aucun milliardaire de gauche ne va venir sauver l'information.** Ce n'est pas un secret, les plus grandes fortunes penchent plutôt à droite, et n'ont pas intérêt à voir des médias d'investigation, indépendants et souvent marqués à gauche, prospérer et se développer. Pour les milliardaires, ces médias alternatifs représentent un risque de voir leurs entreprises passées au crible. C'est pour ça que je porte le projet de la Maison des médias libres : pour que ces alternatives puissent se développer et porter un contre-discours, enquêter, produire une information de qualité.

Quel objectif poursuivez-vous avec ce projet ?

O. L. : C'est un local situé dans le 18^e arrondissement de Paris, dans lequel 350 postes de travail seront mis à disposition des médias indépendants qui souhaiteront s'y installer en échange d'un faible loyer. L'objectif, c'est de leur permettre de travailler dans un même lieu pour favoriser l'émulation et leur permettre de réduire leurs coûts pour se développer. Mon unique ambition est de **contribuer à l'existence d'une information pluraliste.** J'ai déjà aidé plusieurs médias à survivre via des dons, mais on parle bien ici de survie. Ça ne suffira pas à contrer le système Bolloré. Avec cette

structure, j'espère que les médias indépendants pourront mutualiser certains de leurs moyens.

Dans une interview accordée à Streetpress, vous avez mentionné l'opportunité de créer une holding pour chapeauter ces entités. Cette déclaration a suscité d'assez lourdes critiques sur les réseaux sociaux, provenant notamment de la gauche. Comment l'expliquez-vous ?

O. L. : Cette suggestion a fait réagir parce qu'elle a été interprétée comme une volonté de ma part de m'investir dans cette holding. Légitimement, il a été craint que les médias concernés perdent en indépendance éditoriale. Ce n'est évidemment pas l'objectif, et je l'ai expliqué à plusieurs reprises. J'ai acheté cette maison, mais je laisse entièrement libres les médias qui l'occuperont d'en faire ce qu'ils veulent. Je ne faisais que suggérer une méthode qui a fait ses preuves pour moi dans les affaires, ce qui a été mal perçu. Soyons clairs : je veux que la Maison des médias libres vive sans moi.

Je sais que l'entrepreneuriat est un tabou dans les milieux de gauche, et l'argent considéré comme sale. Mais produire de l'information de qualité coûte cher et les levées de fonds sont toujours compliquées. Je mets les miens à leur disposition, sans arrière-pensée.

(1) Payot, 2025, 144 p., 5€.



* * * * *